

Vote du budget communal 2025

Conseil municipal du 10 mars 2025



Intervention de Monsieur le Maire

Chers collègues,

Au prix, cette année encore, d'un investissement très lourd, en temps, en énergie, en cogitation collective, tant des élus que des différents services municipaux, nous sommes parvenus à « boucler » comme on dit, le budget annuel de la Ville.

Exercice qui devient de plus en plus complexe année après année, parce que, année après année (c'est un peu comme l'histoire du jour sans fin) : sous la Présidence Macron, les collectivités locales n'en finissent pas de se voir infliger des punitions.

Non compensation de l'inflation, non compensation de charges transférées ou imposées par l'Etat, perte de dotations, perte de leviers fiscaux, ponctions sur nos recettes fiscales au nom de la résorption du déficit budgétaire de l'Etat qui ne se résorbe pas, ponctions sur nos recettes de taxes foncières pour faire des cadeaux aux grandes industries... et j'en passe...

Et surtout non prise en considération par l'Etat de l'accroissement des besoins des habitants et des urgences à couvrir par les communes, sur leur propre budget, je pense à la santé, au logement, à l'éducation, au pouvoir d'achat.

Autant de piliers qu'il est toujours utile de rappeler parce que ce sont des choix politiques qui servent le bien vivre-ensemble, la cohésion locale, la qualité de vie sur notre commune et la citoyenneté.

On tient ferme la barre dans cette tempête en maintenant le cap sans rien rogner, sans rien abandonner et sans se résigner.

Pour répondre aux besoins du quotidien, soutenir la vie scolaire, protéger, prendre soin de nos aînés, veiller au cadre de vie et aussi préparer l'avenir.

Tout cela sans augmenter les impôts communaux et en maintenant des tarifs très accessibles sur les prestations municipales.

Mais tout cela aussi en supportant toute une série de punitions de la part des gouvernements successifs :

Tout ceci pesait déjà 2 Millions d'euros en moins chaque année sur notre budget depuis un certain temps (2017).

- Et voilà que **Barnier puis Bayrou ont inventé le DILICO**, nouvelle taxe infligée à une partie des collectivités et qui nous prive, selon les premières estimations, d'environ 750.000 Euros supplémentaires.
- Avec le **début de l'augmentation des cotisations retraite des agents communaux** que nous devons commencer à couvrir cette année, là encore sur décision Barnier/Bayrou, parce que la caisse de retraite des fonctionnaires a été asséchée par des années de ponctions opérées sur décisions gouvernementales :

La facture s'élève pour nous en 2025 à 3 Millions d'euros en moins...

Faire autant dans nos politiques locales, avec 3 Millions en moins chaque année, voilà ce à quoi nous sommes confrontés.

Le DILICO n'étant pas connu lorsque l'on est parvenu à équilibrer le projet de budget, nous devons financer cette taxe Bayrou par une décision modificative budgétaire au prochain Conseil. Donc par une décision de révision à la baisse de notre budget voté ce soir... Ça commence bien !

L'année dernière, comme cette année, l'équilibre budgétaire n'avait pu être trouvé qu'après avoir reporté de deux mois l'examen et le vote du budget annuel.

Et cette année, nous devons innover en adoptant pour la première fois le Compte administratif de l'année passée, afin d'alimenter le budget de l'année en cours, par la reprise de l'excédent de clôture de l'exercice.

Ce n'est pas sans conséquence parce que cela va nous interdire de disposer d'un budget supplémentaire à mi-exercice. Puisque comme vous le savez, le traditionnel budget supplémentaire en cours d'année est créé à partir du Compte administratif de l'année précédente. Ce que nous faisons au mois de juin-juillet.

Bref, cette année nous devons mettre tous nos œufs dans le même panier pour assurer le financement de nos services et politiques locales jusqu'à fin décembre.

Pourtant, nous ne cessons de le clamer : affaiblir plutôt que soutenir les collectivités est une très mauvaise politique. Et d'autant plus lorsque l'on connaît la part que la commande publique des collectivités représente dans l'activité économique, à savoir 170 Milliards injectés dans l'économie, 6% du PIB, et pour plus de la moitié nous le devons aux collectivités (58%). Avant c'était 70 %, mais forcément ça va en diminuant...

Nous ne cessons de le répéter, d'autres choix sont nécessaires : **augmenter les recettes fiscales en taxant les plus fortunés, arrêter les aides aux plus riches et aux grandes entreprises, sans contrepartie, agir contre l'optimisation et la fraude fiscale.**

Le 20 février dernier, notre Député Jean-Paul Lecoq et tous les autres députés de Gauche sont parvenus à faire voter à l'arrache par l'Assemblée Nationale la taxe Zucman. Les droites s'y sont opposées, le RN ne l'a pas voté.

Cette taxe n'est pourtant juste qu'une imposition minimum de 2% imposée aux 1.800 plus riches du pays. Elle va amener à elle seule 25 Milliards supplémentaires dans les caisses de la Nation. Car figurez-vous qu'une partie de ces supers privilégiés échappait jusque là à l'impôt !

Dans cette période où les décisions de l'extrême-droite au pouvoir aux USA entraînent une course nocive aux armements en Europe, le Président de la République annonce sa volonté de doubler le budget de l'armement.

Nous allons devoir nous mobiliser plus que jamais pour refuser que tout soit sacrifié à ces logiques guerrières : nos services publics, nos communes, les besoins fondamentaux des habitants.

On connaît malheureusement bien le mécanisme : agiter la guerre pour renforcer la peur et se servir de la peur pour tout justifier au nom d'une prétendue sécurité !

Or la sécurité ne peut être obtenue que par la paix.

Paix sociale, paix civile, paix géopolitique.

Pour revenir à notre budget 2025, je veux saluer tous les efforts accomplis au sein de la collectivité depuis ces dernières années pour nous permettre, coûte que coûte, de tenir bon.

J'entends par efforts, le temps et l'attention consacrée par chacun dans la gestion de la collectivité, les procédures que nous avons adaptées, l'évolution de notre organisation qui porte ses fruits, et le trésor d'investivité que nous avons déployé !

Ainsi, même si notre capacité à investir en a souffert, et si nous avons du revoir ou étaler des projets, fixer des priorités sous critères, **nous parvenons à maintenir un budget d'investissement correct en cette fin de mandat, à hauteur de 16 Millions d'€ en dépenses réelles.**

Une enveloppe qui nous permet de maintenir un niveau d'entretien, de mise aux normes et de rénovation acceptable et de terminer les investissements engagés.

Nous parvenons à limiter notre budget de fonctionnement à hauteur de 41 110 608 Millions, ce qui est légèrement en baisse par rapport au budget primitif de l'année dernière.

Et nous réussissons à dégager un autofinancement de 6,6 Millions tiré de la très bonne gestion de notre budget 2024 et quasiment 4 millions sur le budget 2025 sans reprise des résultats de 2024.

Certes, il est fini le temps où la commune n'avait pas besoin d'emprunter. Mais le recours à l'emprunt reste modéré. Notre ratio de désendettement est faible à moins de 5 années, quand le seuil d'alerte est fixé à 12 ans.

Ce budget n'augmente pas les taux d'imposition que nous maîtrisons encore et maintient à 2% la progression habituelle de nos tarifs qui restent très accessibles et donc profitables aux Gonfrevillais.

Ce budget renforce les solidarités qui concernent, chez nous, tous les habitants, avec un effort supplémentaire envers les familles monoparentales et les travailleurs modestes.

Enfin, **ce budget reste ferme sur nos fondamentaux** :

- Le cadre de vie et la vie scolaire mobilisent chacun 20% et 19% de nos dépenses ;
- Les politiques en direction de l'enfance et de la jeunesse, 13% ;
- Les solidarités intégrant notamment nos politiques envers nos aînés, 12% ;
- Le sport, 11% ;
- La culture, 10%.

Heureusement que les communes sont encore debout sinon la vie quotidienne des habitants serait bien sombre malgré le fait de vivre dans l'une des principales puissances économiques mondiales !

Quant à ce budget, il garantit l'essentiel : préserver la qualité de vie et la protection des Gonfrevillais.

Je vous invite chers collègues à prendre le temps de bien diffuser tous ces éléments, à en parler à chaque occasion, parce que la mobilisation est un facteur essentiel pour préserver tout cela.

Plus que jamais, nous appelons les Gonfrevillais à se mobiliser :

« Ma commune j'y tiens, les gouvernements doivent nous laisser nos moyens ».

C'est aussi vrai pour la direction de la Communauté Urbaine au sein de laquelle nous devons être mieux respectés. Différents sujets traités actuellement au sein de l'agglomération ne sont pas à la hauteur :

- Ni sur ce que doit nous garantir la charte sur laquelle s'est constituée la Communauté Urbaine : le respect des communes et le principe du gagnant-gagnant, aucune commune ne devant perdre par rapport à ce qui existait avant d'être ensemble ;
- Ni sur ce qu'apporte notre commune au pot commun ;
- Ni sur ce que doit apporter le collectif agglomération à la solidarité intercommunale.

Vous remerciant de nouveau pour votre engagement, je vous invite au débat avant de voter notre budget 2025, un budget solide malgré les crises.